

actuellement mes propres terres et le dernier mot reçu indiquait qu'on pouvait circuler en canot dans mon salon. Par comparaison avec les dégâts subis dans les terres avoisinantes, cependant, cela n'a pas grande importance. Les gens sont tout désemparés; il n'y a rien pour arrêter les eaux de crue.

Il y a quelques jours, une de mes connaissances, citoyen estimé de Ste-Elisabeth, a perdu la vie par suite de l'inondation. Homme dans la force de l'âge, il laisse une famille de sept enfants, dont l'âge varie entre quatorze ans et quelques semaines. Je tiens à exprimer mes sincères condoléances à Mme Sicotte de Ste-Elisabeth et aux membres de sa famille. Nous avons tout lieu de nous féliciter de ce que jusqu'ici il n'y ait eu qu'une perte de vie. A mesure que, d'heure en heure, l'inondation s'aggrave, le danger pour les vies humaines s'aggrave lui aussi.

Lorsque l'inondation a commencé, mon premier mouvement a été de me rendre dans ma circonscription pour me renseigner sur la situation et, en même temps, pour protéger mon propre bien. Réflexion faite, toutefois, je me suis dit que mon devoir était de rester à mon poste, du moins jusqu'à ce qu'eût disparu le risque d'une catastrophe qui aurait exigé ma présence à Ottawa. Je suis resté en contact étroit, par téléphone et par télégraphe, avec certaines personnes dans cette région depuis le début des inondations. A en croire les derniers rapports, tout semblait dans l'ordre. J'ai téléphoné hier au maire d'Emerson, première ville à être inondée. Il m'a dit qu'elle était triste et dévastée, mais que les habitants avaient des vivres, du couvert et un peu de chauffage. Il est évident que tout ce qu'il était humainement possible de faire pour cette ville a été fait et que les habitants faisaient l'objet d'une réelle sollicitude. Mais, je le répète, la situation change d'heure en heure.

Il ressort de ce que j'ai appris ce matin que la situation à Emerson est pire qu'elle ne l'était hier soir. Il semble que les communications ferroviaires aient été coupées et que la hausse du niveau des eaux a provoqué l'abandon du standard téléphonique. Je crois que le poste de T.S.F. de la Gendarmerie royale assure le contact avec l'extérieur. On me dit que Morris est dans le même cas. J'ignore quelle est la situation à Letellier, qui est la deuxième ville au nord d'Emerson, mais on a exprimé certaines inquiétudes au sujet de la digue de sacs de sable de deux cents pieds aménagée pour retenir les eaux du petit affluent, la Marais. Déjà les eaux avaient atteint le sommet de la digue et je crains qu'elles n'aient débordé ce matin, même si la digue a pu résister à la pression.

[M. Jutras.]

Lorsque je me suis rendu chez moi à Pâques il n'y avait pas d'inondation, mais divers indices en laissaient prévoir la probabilité. Les autorités à Bismarck et à Grande-Forks, États-Unis, nous apprirent qu'il y avait lieu de craindre une inondation dans la région. On fit donc certains préparatifs. Pour ma part, j'ai préparé ma demeure en prévision d'une inondation, et je sais que bien des gens ont fait de même. Nous avons transporté nos bestiaux et notre provende sur les hauteurs qui avaient échappé à l'inondation en 1948. Bon nombre de gens ont transporté leurs effets personnels sur ces hauteurs. Malheureusement la rivière Rouge et ses tributaires ne se sont pas comportés comme en 1948, et tous les endroits qui étaient restés secs cette année-là sont maintenant recouverts de deux pieds d'eau. La situation est donc pire que ci ces gens n'avaient pas du tout transféré leurs effets personnels.

Les honorables députés se rappelleront sans doute avoir appris par les journaux qu'il y a eu une forte chute de neige dans cette région à Pâques. Il a donc été d'autant plus difficile pour les gens de transporter provende et bétail sur les hauteurs. De fait, durant les semaines où j'y étais, il n'y avait pas du tout moyen de pénétrer dans la cour des fermes. Les gens n'ont donc pu transporter quoi que ce soit à moins d'avoir une niveleuse, un tracteur ou un chasse-neige, afin de se frayer un passage jusqu'à la ferme. Bien entendu, tout l'outillage a été grandement mis à contribution et il en est résulté un certain retard. La neige a continué de tomber et de s'amonceler, ce qui a rendu plus difficile de déménager sur les hauteurs.

A mon retour ici, immédiatement après la reprise de la session et la fin des vacances de Pâques, je me suis assuré que tous les organismes fédéraux intéressés étaient au courant de la situation et j'ai demandé s'ils étaient en mesure d'y faire face. J'ai appris qu'on avait pris toutes les dispositions et toutes les précautions qu'il était alors possible de prendre. J'ai également prévenu le Gouvernement, tous les autres députés de la province et d'ailleurs du désastre imminent dans notre province. Le Gouvernement a promis d'étudier la situation. Je le répète, l'événement n'était pas tout à fait imprévu. Nous étions prêts; nous étions en mesure de faire face au niveau que les eaux ont atteint en 1948, non pas à cette inondation désastreuse.

Pour établir une comparaison avec ce qui vient de se produire au Manitoba, il faudrait remonter à il y a au moins 125 ans. A cette époque, bien entendu, on n'enregistrait pas dans les dossiers le niveau atteint par l'eau.